

DM 5

MENDES FRANCE-DE GAULLE

CONSIGNE : Dans les documents ci dessous,

1 - Repérez les différences et les rapprochements entre les deux personnages, en séparant bien les domaines exposés.

2 - Expliquez le titre de l'ouvrage de 2014.

(Présentation des documents inutile)

Doc 1 : G. MARTINET, Les clés de la Ve République, Seuil, 2002

p. 13

Charles de Gaulle et François Mitterrand (...) appliquaient simplement la maxime de Napoléon : « On s'engage et puis on voit. » Tout autre fut le comportement de Pierre Mendès France lorsqu'on le supplia, en 1965, de se présenter à l'élection présidentielle. Adversaire de la Constitution de la Ve République, il estimait impossible d'accomplir ce qui apparaîtrait comme un geste de ralliement (...) Le résultat fut que le « lieutenant » (=Mitterrand) devint le leader de la gauche, en lieu et place de Mendès. p. 64-66 (A propos des institutions de la IVe République...)

Le système aurait pu durer longtemps s'il n'y avait eu les guerres coloniales. Elles mettent en lumière la faiblesse du régime et amènent successivement au pouvoir les deux hommes qui, avec des motivations et des objectifs différents, ont condamné le fonctionnement de la IVe République : Pierre Mendès France et Charles de Gaulle. Mendès France rêvait de voir la France suivre l'exemple de la Grande-Bretagne : un gouvernement respectueux des droits du Parlement mais assuré de durer tout le temps d'une législature. Cela supposait, selon lui, que les électeurs aient à se prononcer sur un contrat valable pour une période de cinq ans et que le leader de la coalition victorieuse, devenu chef du gouvernement, puisse disposer d'une autorité qui lui permette de choisir ses ministres, d'établir un contact direct avec le pays et, éventuellement, d'avancer la date des élections. Sur ce point, le mendésisme n'était pas totalement éloigné du gaullisme. A ceci près que, pour de Gaulle, le personnage central devait être le président de la République et non le Premier ministre, et que la candidature de ce président ne pouvait dépendre ni d'un parti ni d'une coalition de partis : le lien qui s'établirait entre lui et le peuple français serait un lien personnel. En cela, il n'est pas faux de dire que la vision gaullienne s'inscrit dans la tradition bonapartiste. La faiblesse de Mendès France venait de ce qu'il supposait l'existence de partis vertueux, capables de concilier la tradition parlementaire républicaine (à laquelle Mendès était lui-même attaché) et la liberté d'action d'un exécutif fort. (...) La faiblesse de De Gaulle tenait d'une part au mythe du rassemblement des Français derrière un chef qui incarne leurs destinées. (...) D'autre part, en affirmant la prédominance du chef de l'Etat mais en faisant dépendre le sort du gouvernement d'une majorité parlementaire, de Gaulle avait introduit une contradiction majeure au sein de son système

p. 71-73

La modernité au temps de Pierre Mendès France et de Charles de Gaulle, c'était, en dehors de la refonte des institutions, la maîtrise du développement économique grâce au Plan et le rétablissement des équilibres financiers. (...) Mendès France (...) était l'un des rares hommes politiques de sa génération à avoir étudié la science économique et non plus seulement les mécanismes budgétaires (...) Ses idées pouvaient paraître très classiques, surtout en matière financière, mais il voulait lutter contre l'inflation, dont on pouvait trouver l'origine dans le refus du général de Gaulle, en 1944, d'engager la politique de rigueur que lui proposait Mendès, alors son ministre des Finances. Celui-ci croyait à la nécessité de la planification car il pensait que le marché ne pouvait à lui seul assurer un développement harmonieux et socialement acceptable. Il n'était pas hostile à la coopération européenne mais il vota contre le traité de Rome. C'est qu'il estimait que le retard français, la modernisation insuffisante du pays, plaçait l'économie

française en position de faiblesse par rapport à l'Allemagne et qu'il redoutait qu'une autorité supranationale impose à la France une politique contraire à ses intérêts. Il n'en était pas pour autant favorable au maintien du carcan protectionniste lié aux nécessités de la reconstruction, mais il demeurait pessimiste quant aux conséquences d'une véritable libération des échanges...

De Gaulle voyait les choses d'une autre manière. Stratège politique, il n'était pas économiste. Ce qui ne veut pas dire, contrairement à la légende, qu'il négligeait l'« intendance » : il sollicitait des avis, faisait travailler des commissions d'études, puis prenait ses décisions sans toujours tenir compte des propositions de ses ministres. Ainsi, il réussit d'abord un coup médiatique en prenant dans son gouvernement Antoine Pinay, qui rassure les possédants. Un emprunt est lancé : il coûtera cher aux finances publiques mais c'est un succès. Après quoi de Gaulle se détourne du prudent M. Pinay pour écouter l'un des principaux doctrinaires du libéralisme, Jacques Rueff, lequel le persuade de mettre en œuvre un Plan particulièrement impopulaire puisqu'il comporte une forte dévaluation du franc, un grand effort fiscal et la libération des échanges prévue par le traité de Rome. L'économie française est mise à rude épreuve mais elle résiste au choc. La croissance mondiale joue son rôle. De Gaulle peut ensuite donner la priorité aux objectifs industriels, parmi lesquels le développement de l'énergie nucléaire (civile et militaire). Dans ces domaines, le Général n'innove pas, il se contente de donner une impulsion plus forte à ce qui a été engagé sous la IV^e République et il n'est sérieusement freiné que par le coût de la guerre d'Algérie. Sur le plan social, le modernisme gaullien se caractérise alors par une entente étroite entre les grands entrepreneurs et la technocratie d'État.

Doc 2 : S. GUILLAUME, CR de l'ouvrage Robert Frank et Éric Roussel, Deux passions françaises. Pierre Mendès France et Charles de Gaulle , Paris, CNRS Éditions, 2014. (sur <https://www.histoirepolitique.fr/>)

(...) Si les deux personnages ont la même volonté de moderniser la France, leur approche diffère : alors que Mendès place le Parlement au cœur de la modernisation, celle-ci passe par le sommet de l'État chez de Gaulle ; néanmoins les deux hommes se rejoignent dans le primat du rôle de l'État et dans leur confiance dans la planification à la française, « une ardente obligation ». Enfin Mendès serait plus attentif que de Gaulle à la jeunesse, comme en témoigne le discours du 2 janvier 1956. Il n'empêche, pourrait-on ajouter, que Mai 1968 a surpris Mendès tout comme de Gaulle. Néanmoins, à la volonté de modernisation économique, s'est ajoutée celle d'une modernisation sociale avec les mesures en faveur de l'État providence dans l'après-guerre et le souci de faire plus de place aux corps intermédiaires.

(...) Le général de Gaulle qui a « une certaine idée de la France » veut maintenir son rang pendant que Mendès préfère parler d'influence de la République et conteste ce qu'a d'illusoire l'affirmation d'une France qui serait toujours une grande puissance.

(...) Mendès ne rejette pas le multilatéralisme pendant que de Gaulle a toujours privilégié les relations bilatérales dans lesquelles la France pouvait mieux s'imposer comme ce fut le cas avec la République fédérale d'Allemagne. La politique nucléaire est cependant un point de convergence – les bases ont été posées en décembre 1954 après l'échec sur la CED ; sur l'Europe les deux hommes se rejoignent dans leur scepticisme et leur prudence même si l'adhésion paraît nécessaire mais Mendès cherche toujours à associer la Grande-Bretagne à l'aventure européenne contrairement à de Gaulle qui place l'axe franco-allemand au cœur du dispositif européen,

(...) Enfin sur la politique de décolonisation, on peut rendre grâce, comme le fait Frédéric Turpin, aux deux hommes d'avoir su en fin de compte prendre des décisions qui s'imposaient à partir d'une même prise de conscience d'une évolution favorable aux indépendances mais on peut ajouter que ces décisions ont été prises à chaud sous la pression des événements – la défaite de Dien Bien Phu en Indochine pour Mendès, la sédition d'une partie de l'armée à Alger pour de Gaulle. Tous deux ont aussi en commun d'attacher de l'importance au problème du sous-développement dans le monde.